

Le stalinisme ressuscité en l'honneur de Mitterrand

Si la direction du Parti communiste français a beaucoup de mal à faire démarrer la campagne Mitterrand, il ne lui aura pas fallu de nombreux efforts pour réutiliser les plus vieilles canailleries staliniennes. Quels sont les faits ?

L'Humanité du 27 octobre publiait en première page un article annonçant la découverte à Argenteuil d'un groupe « Révolte » pro-chinois, groupe qui se permettait d'attaquer la politique du P.C. et son soutien à Mitterrand. Or, ce groupe, selon l'Humanité, est dirigé par un préfet gaulliste. La conclusion s'impose : voilà enfin la preuve que toutes les feuilles « marxistes pures » qui « pullulent » depuis le dernier Comité central du P.C. sont directement financées par le pouvoir, inquiet de l'écho remporté dans le pays par Mitterrand ! (sic).

Le 29 octobre au soir, devant une Mutualité à moitié vide et plutôt apathique, Léon Mauvais répand devant les métallurgistes de la région parisienne, la calomnie de la veille, mais cette fois-ci, il l'applique à « Voix Ouvrière » qui se trouve du même coup assimilée aux pro-chinois et au préfet...

Enfin, dans l'Huma du 30 octobre, c'est l'apothéose : la direction du P.C., fière de sa « découverte », demande au ministre de l'Intérieur s'il est vrai qu'il finance les pro-chinois et qu'il fait bien pression sur une centaine d'élus pour qu'ils investissent un éventuel candidat pro-chinois. Enfin, l'Huma, toujours bien renseignée, en profite pour rappeler que les pro-chinois reçoivent des dollars U.S. via la Suisse. Le tour est joué. Tous les oppositionnels sont pro-chinois, les pro-chinois sont aidés par de Gaulle pour attaquer Mitterrand — candidat oh ! combien dangereux — ils reçoivent aussi des dollars U.S. (on n'est pas à une contradiction près !) Donc l'adversaire de classe a peur, c'est que nous avons raison, en avant donc pour Mitterrand ! C.Q.F.D.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur le caractère scandaleux de cette campagne qui nous ramène quinze ans en arrière.

Signalons quand même au passage qu'il n'y a pas de groupe « Révolte » à Argenteuil-Bezons, mais des jeunes écoeuvrés par la J.C., que « Révolte » est sur les positions du groupe « La Vérité » et non sur celles du P.C.C., quant à « Voix Ouvrière », elle se dissocie des groupes déjà cités. Le

DEBOUT LES MORTS !

Avec l'art de faire parler les morts qui distingue les nécromancs du P.C.F. (On se souvient peut-être encore de ses affiches appelant à voter pour la constitution de la IV^e République : « Gambetta, Victor Hugo, etc., auraient voté oui ! ») François Billoux évoquant les fusillés de Châteaubriant, « presque tous communistes », les engage dans la campagne pour Mitterrand en s'écriant : « N'êtes-vous pas morts pour que la France reprenne sa marche vers la grandeur (sic) dans la liberté, le progrès, l'indépendance et la paix. »

Les deux trotskystes tombés à Châteaubriant, Gueguen et Bourhis, eux, au moins, ne sont pas morts pour cette cause, mais pour le socialisme, et on aimerait que le P.C.F. prenne l'habitude de les soustraire à sa nécrophagie rituelle.

plus important, c'est la raison d'une telle canaillerie.

Il serait trop facile de demander à la direction du P.C. combien de préfets et de ministres bourgeois soutiennent Mitterrand ; quant aux dollars américains, on peut être assuré que Mitterrand en reçoit plus que la Chine, à moins que, pour l'Humanité, les dollars et les bombes ne fassent qu'un. En fait, cette canaillerie reflète la crise grandissante dans le P.C.,

et l'impossibilité qu'éprouve la direction à faire passer le soutien à Mitterrand.

En se lançant dans cette « dénonciation », l'appareil fait la preuve de sa faiblesse, et prépare une nouvelle charrette d'exclusions pour laquelle on ne reculera devant aucun amalgame.

Cependant, toutes ces mesures ne pourront arrêter le mécontentement grandissant des travailleurs dont nous avons aujourd'hui de nouvelles preuves. L'Humanité a été obligée d'arrêter la publication des résolutions de soutien émanant de différents organismes de base. Il en manquait trop à l'appel, alors que plusieurs centaines de motions de protestation émanant d'isolés, de cellules, de sections sont déjà arrivées au Comité central. Plusieurs Comités fédéraux n'ont pas été unanimes derrière le C.C. La direction sait maintenant avec quel scepticisme ont été accueillis les arguments des dirigeants envoyés dans tous les organismes du parti. C'est devant ce malaise général que le B.P. a convoqué le 29 octobre, à Paris, tous les secrétaires de fédérations. C'est pour répondre aux nombreuses critiques que l'Huma publie des résumés de tous les « aspects positifs » des dernières déclarations de Mitterrand, avec un temps de retard, bien sûr quand il s'agit de planning familial... C'est enfin pour apaiser les critiques de gauche que la direction opère depuis quelque temps un léger tournant sur la politique extérieure de de Gaulle.

La campagne électorale a maintenant commencé, et les militants conscients ont pu s'apercevoir, là où Mitterrand a laissé la parole avant lui à des dirigeants S.F.I.O., radicaux (membres de la Fédération démocrate-socialiste créée pour les besoins de la cause) à des responsables de clubs, tel Charles Hernu, dont les effectifs se réduisent à quelques dizaines d'inscrits, mais les dirigeants du P.C., eux, n'avaient droit qu'aux premiers rangs des invités. Les militants du P.C. savent donc maintenant quelle est leur fonction : coller des affiches, distribuer les tracts et remplir les salles de réunion. Ceci explique sans doute

le peu d'enthousiasme des premières réunions tenues dans le centre du pays.

A un mois du scrutin, le malaise a gagné la C.G.T. Devant l'opposition de plusieurs de ses secrétaires, le Bureau confédéral a préféré ne pas prendre position et laisser cette tâche à la C.A. qui, d'ailleurs, s'est gardée d'appeler directement à voter pour Mitterrand, mais a quand même insisté (sur pression du B.P.) sur le caractère positif de ce vote commun. Les réactions des organismes de base de la C.G.T. sont bien différentes et, en général, il faut le dire, ne coïncident pas avec l'opposition du droitier Lebrun, plus proche de de Gaulle que de Mitterrand.

Dans la Jeunesse Communiste, ou plutôt là où elle subsiste encore, ce sont des cercles entiers qui se refusent, à Paris comme en province, à participer à la campagne Mitterrand. Enfin, chez les étudiants communistes, la crise nouvelle que nous avions prévue après le VIII^e Congrès (congrès de reprise en main par le P.C.) commence à se manifester. Lors du dernier Comité national, il s'est trouvé 19 membres sur les 50 élus de la liste « suiviste » pour refuser la motion de soutien au candidat « de la gauche ». Parmi eux, six membres de l'actuel Bureau national. Ainsi donc, l'opposition de gauche se trouve de moins en moins isolée. A Paris, 6 facultés sur 8 ont aujourd'hui une direction opposée à la décision du parti. Certes, tout n'est pas encore très clair chez les nouveaux opposants, mais le fait est là. A son tour, la direction des U.E.C. commence une répression dont elle n'a pas prévu toutes les conséquences. La direction de la ville de Lyon a été anti-statutairement suspendue pour avoir diffusé un tract peu favorable à Mitterrand. Des mesures identiques menacent la section Lettres de Paris.

L'ensemble de ces faits nous montre que la situation est favorable au développement de courants critiques au sein du mouvement communiste.

Henri ANCELIN.

BILAN DU P.S.U. -

Interview de Michel LEQUENNE

LE P.S.U. a décidé, lors de son Conseil national des 16 et 17 octobre, de soutenir — avec réserves — la candidature Mitterrand. Nous avons demandé l'explication de cette décision à notre camarade Michel Lequenne, qui était membre du Conseil politique national du P.S.U. entre les deux derniers congrès et a, depuis, quitté ce parti.

— La décision du Conseil national du P.S.U. était dans la logique de l'évolution de ce parti et ne m'a pas surpris. Si Mitterrand n'avait pas été candidat, et si le P.S.U. avait pu imposer le candidat de son choix, nous aurions eu Mendès-France qui vient d'apporter son appui total à Mitterrand, et, quant au fond, le problème pour les militants d'avant-garde aurait été le même, c'est-à-dire un candidat bourgeois « social-démocrate » avec un programme démagogique, « moderniste », d'aménagement de la V^e République, utopiste parce que récusé par la bourgeoisie, et mystificateur pour les travailleurs. Dans un sens, Mendès-France aurait même été pire, car sa réalité est davantage recouverte par un mythe.

Décidé à soutenir Mendès-France, le P.S.U. devait logiquement être conduit à soutenir son substitut et ami Mitterrand. La base du P.S.U. renâclait. La direction, rompue aux compromis nègre-blanc, a fait avaler le candidat en enrobant la pilule d'une promesse de campagne « autonome » et dure. Cette formule est un leurre : donner et retenir ne vaut. C'est Waldeck Rochet qui est logique en disant « quand on soutient, on soutient ». Les militants qui ont cru à la campagne pour Mitterrand assortie de la défense d'un programme que Mitterrand rejette vont s'apercevoir très vite qu'ils sont dupés et n'ont que soulagé leur conscience.

La décision du vote pour Mitterrand exprime donc logiquement, quoique cela soit voilé par les hypocrites « réserves », le point de dégradation rapide où est parvenu le P.S.U. qui avait toujours dit « non » à de Gaulle et, même lors du référendum sur les conditions d'Evian, avait préconisé le boycott, ce qui avait été un important succès de la gauche.

— Comment s'explique cette évolution ?

— Le tournant du P.S.U. a été marqué en fin 63, lors du congrès de la Grange-

aux-Belles, où la droite a repris la direction avec une faible majorité, après presque une année de sabotage de la direction composite élue lors du précédent congrès (Alfortville). Ne l'ayant emporté que par 54 % des mandats, la droite avait senti passer sur elle le souffle de la défaite et en a tiré les leçons à sa façon. Le processus de bureaucratisation a commencé d'un parti qui avait été jusque là assez démocratique — voire anarchique. Mais, au début, la force de la gauche était grande. Quand, à l'une des premières séances du C.P.N., après le congrès de la Grange-aux-Belles, Claude Bourdet prit l'initiative de proposer la candidature de Mendès-France pour l'élection présidentielle, la tendance me mandata pour récusar cette candidature comme soulevant le même type d'objections politiques que celle de Defferre.

Des réticences inexprimées existaient certainement alors à ce propos dans la tendance de gauche, mais la combativité de sa base était grande et ceux de ses leaders qui ont capitulé depuis étaient alors obligés de suivre le courant.

Depuis les choses n'ont pas cessé de se dégrader. Les éléments de gauche, surtout ouvriers et militants syndicalistes, sans cesse minorisés par des cotisants inactifs, et lors des votes principaux par des mandats de gens jamais vus dans les sections — par exemple, en Seine-banlieue, la majorité était assurée par une massive section-fantôme de Sceaux, qui continuait avec Depreux les mœurs de la S.F.I.O. —, ces militants de gauche se sont découragés et ont quitté le parti. Ils étaient pour la plupart venus au moment de la guerre d'Algérie, et pour mener une action de classe plus efficace que dans les vieux partis. Ils avaient espéré que le P.S.U. continuerait d'être un parti de « mouvement ». Une fois la guerre coloniale finie, cela signifiait un parti qui intervenait dans les luttes ouvrières. Mais la direction petite-bourgeoise du P.S.U. professait la non-intervention dans ce qui était pour elle le « secteur réservé » des directions syndicales. Son suivisme des vieilles directions, en particulier lors de la grève des mineurs de 1963, où l'intervention de la gauche du parti fut sabotée et condamnée par la droite, ne pouvait qu'éloigner ceux qui voulaient un parti d'unité dans

l'action, qui utilise en particulier le fait qu'il groupait dans ses rangs des militants de diverses centrales syndicales pour impulser une nouvelle stratégie de généralisation des luttes. Ces militants n'avaient pas besoin d'un P.S.U. pour faire une politique suiviste, alors que les vieux partis sont avantagés sur ce plan par le nombre et la situation acquise.

Au fur et à mesure du départ de ces éléments ouvriers, plus vite découragés par l'inaction bavarde, le poids s'est renforcé dans la tendance de gauche de ceux qui l'avaient rejointe sur des bases plus fragiles : utopistes du parti socialiste unique et de l'unité à tout prix, de Mollet à Waldeck Rochet — pourvu qu'ils acceptent les uns et les autres d'être autres que ce qu'ils sont —, mal-déstalinisés qui font de l'anti-léninisme mais n'ont aucun scrupule à pratiquer les pires manœuvres pour évincer les marxistes-révolutionnaires.

Dès le congrès de fin 63 nous savions que nous ne pourrions plus redresser le P.S.U., mais il se révéla vite que l'on ne pourrait même pas maintenir une minorité de coalition forte sur un programme large, pendant que s'effectuait un glissement régulier à droite déterminé par un recrutement, faible mais petit-bourgeois — accompagné d'une perte de substance à gauche.

— Pourtant, l'an dernier, lors du Conseil national de Lyon, la tendance de gauche a publié une déclaration prenant acte de la « rupture politique » survenue entre elle et la majorité.

— Oui, et l'Internationale a justement montré alors que la gauche se mettait ainsi dans une contradiction. Celle-ci n'était soutenable que dans la mesure où le problème de la discipline ne se posait pas à l'occasion d'une grande campagne politique, telle qu'est précisément la présente campagne présidentielle. L'éclatement actuel de ce qui fut la tendance de gauche, c'est en dernier ressort la rupture de cette contradiction. Ce qui n'était en revanche guère prévisible, c'était que la démolition de certains qui avaient naguère juré leurs grands dieux que dans la lutte pour un candidat de front unique socialiste, ils n'abandonneraient en aucun cas l'exigence fondamentale d'un programme commun d'intérêts de classe, irait jusqu'à se retrouver à droite même de la

direction du P.S.U. et à rompre la discipline pour... soutenir Mitterrand sans réserves.

— Tu as quitté le P.S.U. Tu penses donc qu'il n'y a plus de perspectives pour la tendance de gauche telle qu'elle sort de cette nouvelle épreuve ?

— Je pense que le P.S.U. est devenu maintenant un parti sans avenir, une sorte d'aile gauche extérieure de la S.F.I.O., et qu'à ce titre on ne peut pas espérer lui voir jouer un rôle important dans la restructuration du mouvement ouvrier vers la constitution d'un parti révolutionnaire de masse. C'est pourquoi je ne considère plus que ce que je peux faire dans le P.S.U. et l'audience qu'il donne valent la peine de s'enchaîner à une discipline qui, aujourd'hui, m'empêcherait de faire campagne contre la mystification de la candidature Mitterrand. Mais, par ailleurs, les conditions générales de construction d'un nouveau parti ouvrier marxiste de masses, en France, ne sont pas devenues qualitativement différentes de ce qu'elles étaient voici un ou deux ans, et ces conditions ne peuvent être modifiées que selon la stratégie combinée définie par la IV^e Internationale. C'est pourquoi je comprends les militants qui recommencent ce que j'ai fait dans le passé : le regroupement d'une aile gauche du P.S.U. Je suis persuadé que nous retrouverons dans le parti ouvrier-révolutionnaire qui ne peut manquer de se former dans les années à venir quoique je pense que ses principaux effectifs viendront du mouvement communiste, et des jeunes qui évoluent dans son orbite. Cela, je l'ai expliqué dans plusieurs réunions de la gauche du P.S.U. avant de quitter ce parti. Ce en quoi mes vues sont différentes de celles des camarades qui continuent, c'est que je pense que les perspectives qui existaient hier n'existent plus, que la conquête de sa direction est devenue impossible, et qu'il ne jouera plus aucun rôle d'avant-garde.

Avant la décision du Conseil national, l'un des dirigeants du P.S.U. déclara que le P.S.U. avait montré dans le passé que, quand le P.C.F. se trompait, il n'était pas juste de le suivre. La décision du 17 octobre prouve que le P.S.U. a changé. Il se « trompe » maintenant avec le P.C.F. De ce fait, il n'est plus rien.